



## Marathon JOB-EUROPA

Maison des Associations

7 bis, rue Neuve Bourg l'Abbé

14000 CAEN

Courriel : [marathonpouremploi@gmail.com](mailto:marathonpouremploi@gmail.com)

Sites : [www.mte-job.org](http://www.mte-job.org) ... [www.marathon-job.fr](http://www.marathon-job.fr) ... [www.cagnottesolidaire-job.org](http://www.cagnottesolidaire-job.org) ... [www.economiesolidaire-job.org](http://www.economiesolidaire-job.org)

(domiciliation)

Téléphone : 05 46 59 27 67

### Monsieur Christian LEYRIT

Préfet du Calvados et de Basse-Normandie

Réf. 09 10 24 - GD/MJE 1554 - CL 1

**Recommandé avec AR**

**PREFECTURE DU CALVADOS ET DE BASSE-NORMANDIE**

Rue Saint-Laurent

14038 - CAEN Cedex

Tél 02 31 30 64 00

**Haute urgence**

**Nouveau report au 16 octobre 2010 ?**

[www.basse-normandie.pref.gouv.fr](http://www.basse-normandie.pref.gouv.fr)

Objet : ***A la recherche de l'emploi perdu ... « Déclaration de guerre à la pauvreté »  
Avec une « Croisade pour l'emploi solidaire » au départ de CAEN***

A l'égale attention de :

Mesdames **Fadela AMARA**, Secrétaire d'Etat à la Politique de la ville ... **Brigitte BERNEX**, Sous-directrice des politiques d'insertion et de lutte contre l'exclusion à la DGAS ... **Isabelle DILHAC**, SGAR de BN ... **Anne d'ORNANO**, Présidente du Conseil Général du Calvados ... **Cécile FONTAINE**, Conseillère Défense à l'Elysée ... **Nicole MAESTRACCI**, Présidente de la FNARS ... **Ilham MONTACER**, Directrice de Cabinet de Monsieur Leyrit ... **Rama YADE**, Secrétaire d'Etat aux sports,  
Messieurs **Laurent BEAUVAIS**, Président du Conseil Régional de Basse-Normandie ... **Olivier BRES**, Président du **Collectif Alerte** national ... **Alain CARTEL**, Président de la CRES ... **Laurent DE GALARD**, Secrétaire Général de la Préfecture de Basse-Normandie... **Philippe DURON**, Maire de Caen, Président de Caen-la-Mer et du Mémorial ... **Philippe DUVAL**, Président de la Maison de l'Europe ... **Stéphane GRIMALDI**, Directeur du Mémorial de la Paix de Caen ... **Bruno GROUES**, Coordinateur du **Réseau ALERTE** national ... **Martin HIRSCH**, Haut-commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté ... **Jean-Régis HUTIN**, Président de Ouest-France ... **Gaël LOUESDON**, Président de l'ARDES ... **Pierre-Louis VILTART**, Président du CROS ... **Alain WORMSER**, Président de la Fondation Saint-Cyr ...

Services de l'Etat concernés en Basse-Normandie :

Mesdames **Anne CAILLET**, Pôle Emploi 14 ... **Maureen MAZARD**, DDASS 14 ... **Micheline HAUTYAT**, Rectrice de l'Académie de BN ... le **Colonel Dominique VITTE** (DMD 14) ...  
Messieurs **Marc BENADON**, DDTEFP 14 ... **Rémy BREFORT**, DRTEFP de BN ... **Fabrice DAUMAS**, DRJS de BN et DDJS 14 ... le **Colonel GOUDALLIER**, Gendarmerie 14 ... **Alain JEGO**, DRAP de BN à Rennes ... **Patrick JOURDAN**, URCAM de BN ... **Marc LONGUET**, ARH de BN ... **Joël MAGDA**, DRASS de BN ... le **Colonel Bruno PINCEMAILLE**, SDIS 14 ... le **Lt-Colonel de SEZE**, DMD Adj 14) ... **Jean-René VICET**, Inspecteur de l'Académie 14.

... des divers décideurs responsables, conseillers, opérateurs et acteurs concernés, en Ile de France, en Basse-Normandie et ailleurs.

**« L'injustice appelle l'injustice ; la violence engendre la violence »**

Henri Lacordaire

Saint-Jean d'Angély, ce samedi 24 octobre 2009

80<sup>ème</sup> anniversaire du krach de Wall-street ... le bal des prédateurs !

Monsieur le Préfet,

Chaque jour, nous sommes accablés par les mauvaises nouvelles, les vrais-faux ou faux-vrais débats pour donner le change et masquer une multiplicité de problèmes savamment imbriqués, compris d'inégalités ou de pauvreté galopante, voire même de « pilotage à vue », incertain, mal-voyant et effrayant.

Aujourd'hui, c'est le débat sur l'identité Nationale (et l'intégration ?) de Monsieur Besson, au moment même où « la culture du rejet » décourage les innovations sociétales (quel débat face à une Mondialisation dont la véritable « identité » ne peut être qu'euro-péenne ?) ... au moment où les composantes d'équilibres (1) et d'humanisme si chèrement acquises tendent à se désintégrer ... au moment où nous continuons d'assister à des destructions massives d'emplois ... au moment aussi, où un ancien Ministre de l'intérieur est condamné, un ancien 1<sup>er</sup> ministre attend son jugement, et même un ancien Président de la République se trouve également en délicatesse avec la Justice, allant jusqu'à nous interroger sur la réalité de la Gouvernance ... tout comme vous, qui les avez représentés, nous sommes légitimement interpellés.

Chaque jour, la déraison de l'actualité ou son matraquage manipulateur par les communicants ou désinformateurs professionnels, nous donnent quitus de continuer à porter avec ténacité ce projet de « **Marathon pour l'emploi solidaire** », malgré les obstacles inhérents à « la précarité » et à la Société civile.



**Gabriel DELICOURT**

Mission – médiation

4, allée de Fontorbe

17400 – SAINT-JEAN D'ANGELY

Tél. 05 46 59 27 67

Mobile :06 42 82 27 10

E-mail : [gabriel.delicourt@orange.fr](mailto:gabriel.delicourt@orange.fr)

Site Internet : <http://accoucheurdeprojets.over-blog.com>

Après « le consternant échec de Nantes », nous vous sollicitons de bien vouloir accepter cette proposition partenaire de ce qu'il est aussi convenu d'appeler une « **Croisade pour l'emploi** », en consensus avec les Services de l'Etat en région (les vôtres), la Mairie de Caen, l'agglomération de Caen-la-Mer, le Conseil Général du Calvados, le Conseil Régional de Basse-Normandie, un Collectif associatif et entrepreneurial et, nous l'espérons, le Haut-Commissariat aux Solidarités actives contre la pauvreté, la Direction Générale de l'Action Sociale et quelques structures pour faciliter l'interface .

« **Les Rencontres nationales de participation citoyenne** » qui se tiendront au Centre des Congrès de Caen, les 12 et 13 novembre prochain, nous apportent l'opportunité tant attendue de pouvoir présenter ce projet de « **Solidarité économique à grands pas** », avec le ferme espoir d'une appropriation collective (territoriale et citoyenne), pour l'ancrer à travers une cellule d'instruction et de pilotage à re-crée pour le ré-impulser, d'abord dans le Calvados, puis vers ses diverses destinées, nationales et européenne, par l'interrégionalité.

Nous souhaitons **un départ de Caen le 16 octobre 2010** (veille de la Journée Mondiale du Refus de la Misère).

Divers documents et courriers explicatifs accompagnent cette proposition (certains restants à co-réactualiser).

Une lecture attentive vous en démontrera, tant leur opportunité que leur bien-fondé, méticuleusement raisonné.

Au vu de la liste impressionnante des courriers déjà envoyés pour mobiliser autour de cette action, comme aux autres Collectivités sollicitées concomitamment, nous n'envisageons présentement pas de tout vous ré-expliquer par « le menu ». Aussi, nous vous demandons de « faire la part des choses ».

1. A travers ceux de ce même 24 octobre, adressés à **Madame d'Ornano**, à **Messieurs Beauvais et Duron**, celui du 30 octobre à **Monsieur Hirsch** et celui du 2 novembre à **Madame Bernex**, vous comprendrez que la réussite de cette action passe par une étroite et indispensable collaboration de tous les services de l'Etat et des Collectivités territoriales concernés.

2. Vous prendrez ensuite connaissance et vous approprierez celui adressé à **Monsieur Hagelsteen** (ancien Préfet de Loire-Atlantique et des Pays de la Loire), le 7 avril 2008 (2).

3. Puis, pour mieux analyser les différentes motivations, inter-actions et modalités de ce marathon « sport-emploi » particulier (toujours à la date du 7 avril 2008), ceux à **Messieurs Ayrault, Mareschal et Auxiette** (pour les Pays de Loire) ... à **Messieurs Poncelet, Barroso, Pöttering et Dimitriadis** (un cran plus haut) ... et ensuite, le 9 mai 2008, ceux à **Messieurs Hirsch et Wauquiez** (parmi de nombreux autres, en ligne sur [www.marathon-job.org](http://www.marathon-job.org), rubrique « Coopérations 1, 2, 3, 4, 5 et 6 ? »).

4. Les conditions n'ayant donc pas été réunies à Nantes-Rezé, le 10 décembre 2008, nous sollicitons l'arbitrage et une audience de **Monsieur le Président Sarkozy** et de **Monsieur Fillon**, avec l'indispensable soutien de l'Armée, pour prendre et accélérer les « bonnes marques » (en les élargissant à l'Europe du Nord et à celle du Sud).

5. Le 22 avril 2009, face à l'ampleur de l'accumulation des destructurations économiques, du « mal emploi » et du « non emploi », quatre autres courriers pressaient **Messieurs Sarkozy, Hagelsteen, Hirsch et Wauquiez** de prendre la mesure de cette opération géo-stratégique et de l'encourager.

6. Puis, au regard de l'évolution dramatique de la situation sociale et psychologique pour les « perdants », **Monsieur Fillon** (le 8 juillet 2009), **Messieurs Sarkozy** (le 14 juillet) étaient relancés avec quelques autres.

Il en ressort que, tant du côté de **l'Elysée** (Cf. courrier de Monsieur Goubet, Chef de Cabinet, le 4 juin, via Madame Letard et Monsieur Michalak, Chef de Cabinet, le 22 juin), que de **Matignon** (Cf. courrier de Monsieur Robine, Chef de Cabinet, le 11 août), le soutien est renvoyé vers **Monsieur Hirsch**, contributeur potentiel pour lancer ce projet ... logique.

NB1. Lequel Monsieur Hirsch a déjà signalé « *qu'il souhaitait que les démarches, tant sur le plan matériel que financier, aboutissent* » ... a exprimé aussi « *ses sincères encouragements pour la poursuite de l'objectif, assurant qu'il ne manquerait pas de se mobiliser, le moment venu* » (Cf. courrier de Monsieur Daniel, Chef de Cabinet, le 24 septembre 2008).

D'accord, mais s'agissant de Société civile, de précarité, de complexité et de Collectivités territoriales « agressées » par les modifications budgétaires structurelles, « avant » et toujours : **On fait comment ?**

D'autant que la cacophonie s'installe avec un autre débat qui fait fureur (on débat beaucoup en ce moment) : **quel chiffre arrêter pour le grand emprunt national devant renchérir le Plan de Relance ?** (Alain Juppé et Michel Rocard, les initiateurs, disent « moins de 50 milliards d'€ » ... Henri Guaino et quelques Députés réclament 100 milliards et plus !... pour faire quoi et au profit de qui, d'ailleurs ? ... qui pourra rembourser tous ces déficits pharaoniques ?

Face à cette « fuite en avant » démesurée, dans le cadre de ce « **Marathon pour l'emploi** », nous proposons « **une Dynamique du Don** » dans les territoires traversés, en mobilisant de l'épargne citoyenne de proximité pour financer des projets ... **une République des projets ?**

Gageons que, pour les populations en attente de s'impliquer, les sommes récoltées et redistribuées avec les outils financiers existants conforteront ce Plan de relance, différemment que ce coûteux emprunt d'Etat.

Vous prendrez également note de toutes les validations qui parsèment ce long parcours, comme vous remarquerez que, à l'instar de la réaction gagnante du 6 juin 44, il est fait appel à l'Armée (par le biais de la Fondation Saint-Cyr), pour nous épauler et en réussir la mise en place et les développements à « l'échelle du dimensionnement, de la technicité, des moyens et des enjeux ».

Sous la pression des nombreux défis qui ne permettent plus de tergiverser, par sa nature, cette démarche devient aussi « **une Déclaration de guerre contre la pauvreté** », psychologique et économique celle-là (« chez nous » et autrement crédible qu'en Afghanistan et au Tchad). Il vous appartiendra, avec Mesdames d'Ornano et Bernex, avec Messieurs Bauvais, Duron et Hirsch, de nous aider à mobiliser l'Armée, par l'intermédiation de la Fondation Saint-Cyr (Cf. le courrier à suivre à son Président, Monsieur Wormser) de Madame le Colonel Vitte (DMD 14), et de son adjoint le Lt-Colonel de Sèze (Cf. les divers courriers adressés à Monsieur Hervé Morin, à Madame Fontaine, aux Généraux de Lardemelle, De Villiers, Michel, Renard, etc) .

Sauf à continuer de culpabiliser stérilement en se repassant sans cesse « la patate chaude », « **un deal responsable** » entre les **Collectivités territoriales, la Société civile et l'Armée de la Nation, s'avère de plus en plus « vital » pour les populations « à risques » qui perdent pied** (voire, qui sombrent dans la psychiatrie et le suicide ... Cf. la vague de suicides récents dans la manche et partout, liées aux diverses crises ... cf. aussi, très au-delà du stress au travail, aux suicides chez France-Télécom et à Pôle-emploi, les chiffres devenant terrifiants et accusateurs pour ceux qui sont privés d'emplois : **2 jeunes de moins de 25 ans se suicident « chaque jour » en France** (3) ... et dans les autres tranches d'âge ?).

**Monsieur Leyrit,**

Il y a 4 ou 5 ans, un soir à 20 heures passées et au « pied levé », nous vous avons su gré de « votre écoute », en nous recevant en délégation dans votre bureau rochelais, alors qu'un quinqu-chômeur « au bout du rouleau » faisait la grève de la faim depuis 6 jours devant la DDTEFP de La Rochelle (et qu'un autre menaçait de se suicider). Lors de « la marée noire de l'Erica », c'est encore vous qui avez pris « avec brio » la direction des opérations pour la côte atlantique allant de la Bretagne-sud, la Vendée et la Charente-Maritime jusqu'à l'Aquitaine.

Et encore, lors de votre dernière mission en Corse, vous avez su laisser derrière vous un territoire « pacifié » (à la difficile mesure de « cette coûteuse Corse » et de ses indépendantistes maffieux).

Pour nous, si tant est qu'on en connaisse réellement la définition et les limites de la fonction, vous êtes « un grand Préfet » (tel que la première Constituante et le Premier empire les a voulu et façonnés).

Est-ce un hasard, si vous représentez l'Etat en Basse-Normandie au moment où nous proposons à ses élus de réaliser l'Union avec la Société civile pour monter cette « **Croisade pour l'emploi** » ? ... (tant pour répondre, au « besoin d'Europe » que, par réciprocité, répondre à « l'Appel de l'Europe » en sensibilisant ses citoyens).

Nous vivons bien des temps pré-révolutionnaires et il convient que nous prenions collectivement des initiatives pour contrer les désordres à venir, en laissant, surtout, ce projet citoyen dans « la légalité Républicaine ».

Tel le Préfet du Rhône qui, il y a 2 ans, a pris une initiative innovante et courageuse en faveur de l'emploi des jeunes ... si des événements impérieux le nécessitent, vous avez le même pouvoir de « sortir du cadre », (telles ces cellules de crises ou psychologiques que vous êtes amené à mettre en place, ici ou là).

**Il vous revient bien d'encourager cette ambitieuse « action sport-emploi » en mobilisant vos services concernés**, dans le Calvados et la Basse-Normandie pour commencer (ARH, DRAP, DRASS et DDASS, DRTEFP et DDTEFP, DRJS et DDJS, DMD, Gendarmerie, Inspection Académique, Pôle emploi, Rectorat, SDIS, URCAM), aux côtés de la Mairie de Caen, de Caen-la-Mer, du Conseil Général du Calvados et du Conseil Régional de Basse-Normandie.

Nous comptons sur vous ... s'il vous plaît, ne vous dérobez-pas !

Dans cette attente, à rapidement vous lire ou vous écouter (4),

Recevez, Monsieur le Préfet, nos respectueuses et courtoises salutations.

**Gabriel DELICOURT**

1. Les équilibres ne sont-ils pas l'exacte opposition des contraires ? ... dans ce contexte de déroute économique en total déséquilibre par la pression coupable, planétaire et cupide des « marchés financiers » (qui repartent de plus belle pour fabriquer un nouveau cataclysme financier, probablement ingérable cette fois-ci), où de toutes parts, des voix réclament la régulation et l'intervention de l'Etat, **nous revendiquons cette opposition constructive.**

2. Vingt mois plus tard, nous restons en phase, plus et mieux que jamais, avec le contenu de ce courrier adressé à Monsieur Hagelsteen, le 7 avril 2008. Il illustre d'ailleurs parfaitement bien **les rigidités, les dysfonctionnements, voire l'autisme de l'administration**, tout à son affaire d'administrer suivant des schémas dépassés au regard des changements mondialisés qui nous mettent au bord du gouffre, **sans bien savoir se réorganiser et « se remettre en cause ».**

Cf. le courrier reçu de Monsieur Michel Papaud, Secrétaire Général de la Préfecture des PDL, le 1er septembre suivant ! ... à la suite duquel, le DDTEFP-adjoint du 44 a été aussitôt rencontré pour l'entendre se désoler que les budgets 2009 seraient amputés de 10 % ... pour constater, que le projet avait été maladroitement orienté vers un Appel à Projets « exclusivement Santé » et, de fait, rejeté fin novembre !

Avec celui du 22 avril 2009, vous prendrez tout autant connaissance des courriers des 6 février et du 6 juin 2009, toujours à Monsieur le Préfet Hagelsteen (ainsi qu'à tous ses Directeurs de Services), sans autres retours ni propositions de rencontres, que ce courrier du 19 août 2009, de Michel Bentounsi (DDTEFP du 44), « *regrettant d'annoncer qu'il ne sera pas possible de participer à la réalisation du projet « marathon pour l'emploi », particulièrement du fait de l'absence de crédits d'intervention pour ce type de manifestation* » ... alors que, d'évidence, « l'argent » se trouve principalement chez les sponsors privés (qui ne s'engageront seulement « qu'après » que l'Etat et les Collectivités territoriales l'aient d'abord fait).

3. Pour le principe et pour la « juste cause » à promouvoir, nous rajoutons quelques citations du livre de Bernard Brunhes, figurant déjà à la fin du courrier du même 7 avril 2008, à Monsieur Poncelet, ancien Président du Sénat :

« **Et leurs entreprises verront le jour** ».

L'origine du **Marathon pour l'emploi** se trouve bien dans la lutte contre la pauvreté, la prévention des dépressions et des suicides économiques ... mais, par « nécessité d'enthousiasme », sa finalité reste radicalement tournée vers l'esprit d'entreprises, leurs créations et leurs accompagnements :

- **Chacun doit avoir le droit de se demander : « Et si mon avenir était de créer une entreprise ? ».**  
**Pour cela, il faut aider, appuyer, donner envie, accompagner, permettre aux plus expérimentés d'aider les jeunes.**
- **On ne vit pas assez les associations comme un élément enrichissant en France.**
- **L'émergence du territoire comme entité économique, comme lieu d'échanges, de productivité et de compétitivité est devenue une donnée essentielle de l'économie d'aujourd'hui.**
- **La création d'entreprise devient très vite un acte collectif. On ne peut pas la réussir tout seul !**
- **Etre chef d'entreprise est un métier complexe au sein duquel il faut mener plusieurs métiers à la fois. Cette capacité n'est pas seulement inné. Elle s'acquiert.**
- **Dans le domaine de la création d'entreprises, j'ai envie de dire aux pouvoirs publics : « laissez-nous vivre ! ».**
- **C'est un constat que chacun de nous peut faire en tant que citoyen : nous entrons dans un vrai processus de régionalisation de la décision économique.**
- **L'Etat à tout à gagner à passer des contrats avec des associations ou des organismes issus de la Société civile. Pour conduire une politique de création d'emplois et de développement économique, faisons davantage confiance aux acteurs de la société civile !**

4. A cet effet, nous vous savons gré de bien vouloir nous désigner unE référentE pour une proche rencontre commune avec celles et ceux nommés par les autres décideurs sollicités, concomitamment à vous-même.

5. NOTA ... Mesdames et Messieurs les chargés de mission, Directeurs de services ou décideurs de cabinets, **nous vous savons gré de bien vouloir noter également que ce dossier est fédérateur, participatif et « POLITIQUE ».** Il vous concerne aussi, très directement, en même temps que Monsieur le Préfet Leyrit, auquel il est sollicité de s'associer dès que possible avec Mesdames d'Ornano et Bernex, avec Messieurs Beauvais, Duron et Hirsch, pour contribuer à sa mise en place et à son développement.

Quelque fusse l'excellence de votre cursus, de vos compétences, de vos convictions partagées, la qualité et la diversité de vos propres parcours, **nous vous remercions de ne pas le laisser s'enliser dès lors qu'il pourrait vous dépasser.**

A contrario, eu égard qu'il revendique de contribuer à des solutions d'exception dans un contexte de dangereuses mutations, notamment vis-à-vis des « suicides économiques » en pleine explosion, **vous assumeriez à votre tour, tout aussi directement, la responsabilité commune de NON ASSISTANCE A PERSONNES EN DANGER et/ou de COMPLICITÉ DE MEURTRES ECONOMIQUES.**